

**POUR METTRE EN ECHEC LA LOI LRU,
INSCRIRE DES INITIATIVES DE LUTTE, DIVERSIFIEES, DANS LA DUREE**

La Ministre refusant toujours de les recevoir ensemble, les organisations et associations à l'initiative du Mémorandum pour l'enseignement supérieur et la recherche ont tenu une conférence de presse devant les grilles fermées du ministère, aujourd'hui 12 décembre.

Tour à tour, Jean Fabbri (SNESUP), Jean-Louis Fournel (SLU), Bertrand Monthubert (SLR), Jean Kirster (SNTRS-CGT), Marie Ganozzi (SNASUB), Jean-Luc Mazet (SNCS, ont dénoncé l'absence de concertation, la présidentialisation exorbitante des universités, la fragilisation des organismes. L'absence de création d'emplois, le recours aux personnels précaires et aux vacataires obèrent déjà le pseudo-plan licence –élaboré une fois de plus sans concertation réelle- qui sera lancé demain 13 décembre par la Ministre().*

Au CNESER le 17 décembre, dans la rue en janvier dans une manifestation nationale, dans les universités et les organismes de recherche, tous ont appelé à amplifier et diversifier une mobilisation du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur qui doit s'inscrire dans la durée.

Paris, le 12 décembre 2007

Le SNESUP, en concertation avec toutes les forces déjà mobilisées contre la loi LRU, engage une série de moments forts pour consolider, amplifier et faire apparaître au grand jour l'opposition largement partagée de la communauté universitaire et de la recherche à la loi LRU.

Dans la diversité des situations des établissements s'est déjà manifestée avec force une opposition au démantèlement du lien recherche-études que met en œuvre cette loi. La condamnation des logiques de la loi, l'insuffisance criante du budget 2008 ont été posées avec force dans les universités (votes de motions en CA, en réunion des trois conseils dans la majorité d'entre elles, au CNESER en juin et septembre dernier, et dans des instances telles que le CoNRS et la CPCNU). L'engagement des enseignants du supérieur dans la contestation de la loi, dans la construction de propositions de transformation de l'enseignement supérieur -qui s'est amplifié ces dernières semaines et a franchi un palier en particulier le 6 décembre dans les manifestations- n'a pas encore fait fléchir le gouvernement. Sont en préparation dans les établissements et au plan national : les consultations les plus larges de la communauté universitaire, une manifestation nationale à Paris dans la seconde quinzaine de janvier, et un dispositif concerté et cohérent dans les établissements pour mettre en échec la mise en œuvre de la loi LRU, notamment par la proposition d'engagements électoraux lors des votes institutionnels à venir dans les établissements.

Le SNESUP appelle tous les universitaires

* à être aux côtés des étudiants contre les menaces sur la validation du premier semestre, contre les tentatives d'intimidation policières ou administratives à l'encontre des étudiants mobilisés contre la loi ;

* à organiser dans les prochains jours la poursuite des débats et la planification des actions à venir pour leur assurer la plus grande réussite.

(* encore une fois, la Ministre affiche son mépris des personnels, son prétendu plan licence, communiqué à la presse ce mercredi, est exposé devant une communauté universitaire découpée en tranches jeudi 13 (9 h : CPU - 10 h : personnels - 11 h : étudiants).